

L'Abelie

de la Nouvelle-Orleans
Journal hebdomadaire
Fondé le 1er Septembre 1827
Publié par le Times-Picayune Publishing Co. au Times-Picayune Building, 209 Poydras Street, Nouvelle-Orleans, La.
Par semaine \$1.00
Par mois \$3.00
Par trimestre \$8.00
Par an \$30.00
En Louisiane et au Mississippi, \$3.50 par an
Pour les Etats-Unis, \$3.00 par an

DEMISSION DE LLOYD GEORGE

La démission de M. Lloyd George a été officiellement annoncée jeudi soir.
Elle a entraîné celle du cabinet tout entier.
La démission de lord Peel, secrétaire d'Etat pour l'Inde, a été aussi annoncée.
M. Lloyd George a remis sa démission au roi George, au palais de Buckingham, après la réunion du parti conservateur au Carlton Club, qui a réélu son ministre et le gouvernement de coalition par un vote de 186 voix contre 87.
En remettant sa démission au roi, M. Lloyd George a conseillé à sa majesté de convoquer M. Andrew Bonar Law, chef du parti unioniste et de lui demander de former un nouveau gouvernement, ce à quoi le roi a consenti.

M. LAW A ACCEPTÉ CETTE TACHE INGRATE

M. Andrew Bonar Law semble avoir fait depuis des progrès rapides dans la formation du cabinet qui doit remplacer le cabinet de coalition démissionnaire.
Le premier ministre désigné a fait cette après-midi la déclaration suivante aux représentants de la presse: "Si je suis élu leader du parti conservateur, je serai en situation de conseiller au roi d'ordonner immédiatement la dissolution du Parlement. On aura ainsi largement le temps d'adopter le traité irlandais."

M. Lloyd George conserve toujours son esprit combattif, il a déclaré vendredi à la foule qui l'accueillait à la gare de St-Pancras: "Je vous remercie du fond du cœur d'être venus en grand nombre pour m'accueillir dans mon pèlerinage. Je suis libre. Le lourd fardeau n'est plus sur mes épaules, mais j'ai toujours l'épée à la main."

M. Lloyd George se rendait à Leeds où il a prononcé un discours. Dans les hautes sphères politiques on dit que M. Bonar Law continuera dans ses grandes lignes la politique du précédent ministre. Les points principaux de son programme seront l'économie la plus stricte à l'intérieur et une meilleure entente avec les Alliés sur les affaires internationales.

On pense dans les milieux conservateurs que le cabinet sera complètement constitué avant la fin de cette semaine.
Dans les milieux bien informés on dit que le Parlement sera dissous incessamment et que les élections auront lieu le 18 novembre.

Le bruit court que M. Lloyd George aurait un nouveau projet d'assurance contre le chômage; il voudrait attirer à lui les travailleurs et les englober dans le nouveau parti du centre qu'il a en vue.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE EUROPEENNE

Paris.—La note dominante dans les commentaires de la presse française sur la chute du cabinet Lloyd George en Angleterre est que le changement ne peut manquer de faciliter les négociations pour le règlement des questions européennes. La majorité des journaux considèrent cet événement comme une victoire pour la France.

Toutefois, M. André Tardieu, qui écrit dans "L'Echo de Paris", conseille la prudence dans les jugements. "Ce sera la vogue du moment, sans doute, de dire que le départ de M. Lloyd George est un succès pour la France," dit-il, "mais les gens prudents attendront avant de se prononcer."

"L'Homme Libre" dit: "Les relations franco-anglaises étaient arrivées à un point aigu et difficile. Avec un autre que M. Lloyd George, on peut être sûr d'obtenir une certaine amélioration grâce à de loyaux efforts et à de franches explications."

M. Gustave Hervé, rédacteur de "La Victoire", avec un soupçon de soulagement, déclare: "M. Lloyd George est enfin renversé. Maintenant il sera peut-être possible de s'occuper sérieusement de la reconstruction et de la pacification de l'Europe."

"L'Eclair" pense que la grande erreur de M. Lloyd George est de n'avoir pas envisagé les intérêts de la France et de l'Angleterre sont étroitement liés. "En conséquence," ajoute-t-il, "il a préparé la revanche de tous les vaincus. Trahi sur le Rhin, notre gouvernement a obtenu l'approbation du pays tout entier quand à Chanak il a séparé sa cause de celle de l'Angleterre."

"Le Journal" conseille au peuple français de ne pas compter sur un changement complet dans la politique anglaise. "Les problèmes qui divi-

sent les hommes subsistent," a-t-il dit. "Tout ce que nous pouvons espérer, c'est que les nouveaux ministres essayeront de les résoudre dans un esprit de conciliation, au lieu de chercher constamment des éléments de division."

"Le Matin" exprime en termes très vifs l'espoir que la France ne reverra plus M. Lloyd George. Il dit: "Il laisse l'empire anglais disloqué, dispersé et désuni."

"Il a détruit en se jouant les choses les plus nobles qui existent entre les peuples, l'amitié, l'honnêteté et la confiance. Il a rétabli l'ancien équilibre de puissance entre les nations que l'on croyait avoir été rejeté pour toujours."

"M. Lloyd George, la France espère ne jamais vous revoir!"
La presse belge a appris la démission de M. Lloyd George, sans regret, parce qu'elle considère que son attitude a été "une sérieuse menace pour les bonnes relations anglo-françaises," que la Belgique croit essentielle à la paix. Les journaux espèrent que les successeurs de M. Lloyd George montreront une meilleure compréhension des besoins français et belges. Ils ont confiance que son départ du cabinet facilitera une solution du problème des dettes interalliées.

La majorité des journaux londoniens étant contre la coalition, la chute du ministère de Lloyd George est accueillie par eux comme débarrassant le pays d'un gouvernement dont ils condamnent depuis longtemps la politique et comme ouvrant la voie à ce qu'ils espèrent devoir être une administration plus sage.

La démission de M. Lloyd George et du cabinet anglais a causé une profonde émotion dans les milieux politiques ici, et on attend les résultats avec impatience et inquiétude.
Les journaux du matin sont unanimes à déclarer que l'avenir de l'Angleterre et la politique de son gouvernement sont des questions d'une importance vitale pour l'Allemagne. Résumant ce qui paraît être l'impression générale, le "Börsen Zeitung" dit:

Nous ne pouvons pas encore juger quelle influence le changement des affaires en Angleterre aura sur notre situation, mais il est évident que l'incertitude qui règne en ce moment dans la situation politique anglaise exercera une influence défavorable sur l'avenir immédiat de la politique des réparations.

L'IMPRESSON A WASHINGTON

La chute du gouvernement de Lloyd George a captivé l'attention des milieux officiels, tant dans le monde gouvernemental que diplomatique, bien qu'aucun effet direct immédiat, autre qu'un nouveau retard dans les négociations de la dette britannique, ne soit prévu dans les relations entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La crise du cabinet de Londres est pleine de complications futures pour les autres gouvernements, dit-on, et l'avenir dépend beaucoup des progrès faits par M. Bonar Law dans ses démarches pour former un nouveau cabinet.

Le résultat immédiat de la crise s'est fait sentir à Washington par le retard dans l'arrivée dans ce pays de la commission de la dette britannique ayant à sa tête sur Robert Horne, chancelier de l'Echiquier.

L'OPINION DE M. BRIAND

En apprenant la démission de Lloyd George, M. Briand a dit: "Ce serait une erreur de le croire définitivement abattu. Il pourrait revenir." L'ancien président du conseil a parlé des éminents services rendus par Lloyd George à la cause de la France et ses alliés, durant la terrible guerre contre l'Allemagne.

"Les Semeurs de Haine"

Sous ce titre, notre éminent ami, M. André Fribourg, vient de publier un livre appelé à un grand retentissement, dans lequel il dénonce, en les appuyant d'une documentation d'une précision saisissante, les agissements de la propagande allemande. Nous reproduisons ici la conclusion de cet important ouvrage, conclusion d'une vérité pathétique:
Priez pour paix le vrai trésor de joye.

Tel était mon vœu au début, en 1914, tel il est aujourd'hui, plus ardent seulement au souvenir des heures atroces vécues depuis huit années.

Nous voulons la paix en France de toutes les fibres de notre cœur et de notre cerveau. Nous la voulons en bons ouvriers qui, au soir de la journée faite, jettent à terre leurs outils, et détendus, souhaitent, au milieu des leurs, voir descendre lentement le calme du crépuscule.

Nous voulons la paix en 1914. Vaincus, mutilés, mais après de justice et sentant monter en nous, avec la sève de la jeunesse, le sentiment et la fierté de notre force, nous ne souhaiions pas cependant la revanche... Dans toute la partie de ce livre écrite avant la guerre, qu'on trouve trace d'un tel désir! Au contraire, ce qui l'anime, c'est la volonté de la paix et la crainte trop juste, hélas! de la voir détruite par nos vainqueurs de la veille désireux de parachever leur victoire.

Nous voulons la paix en 1914.— On nous a jetés dans la bataille; on nous a jetés, je l'ai prouvé, après une longue préméditation, comme on nous a avait jetés en 1870.

Nous voulons la paix en 1922 et voici que les mêmes hommes, par les mêmes moyens, cherchent encore à préparer la guerre en semant la haine contre nous chez eux et dans le monde, en assassinant ceux qui font mine de les en empêcher.

Quand on voit l'immense complot qui s'organise, à l'est, malgré les efforts méritoires des esprits libérés de l'Allemagne, quand on songe aux basses colonies, aux mille et un moyens employés par les semeurs de haine pour exciter leur peuple contre nous, quand on pèse la somme d'activité, d'intelligence, de volonté, d'acharnement dépensés dans l'espoir de voir germer, demain, la violence et la mort, le cœur se serre, la tête se penche et ces paroles vous montent aux lèvres:
—En vérité... ce n'était pas la peine...

Nous avions fait un autre rêve au plein de la tourmente. Nous avions imaginé que le bien sortirait de tant de mal et la bonté de tant de sang. Songeant à mes amis tués, j'écrivais en 1916:

"Vous êtes morts pour que tous les hommes soient meilleurs, pour qu'on s'aime plus entre soi, pour qu'on souffre moins sur cette terre, pour qu'on sache allier le mépris de la mort à l'horreur du sang versé."

"Et votre voix nous dit:
—"Etre bon, être droit est l'habileté suprême. Soyez bons sans faiblesse comme sans illusion. Ayez le dégoût de la violence, l'horreur de la force en soi et considérez-la comme un moyen nécessaire, mais non pas comme une fin... Aimez-vous pour l'amour de nous..."
Vous voilà, vous voilà, pauvres bons pensés!

L'espoir qu'il faut...
Et, pour vous remplacer, voici venir la force et le meurtre, le mensonge et la ruse et la haine...
Ce qui est plus émouvant encore et pourrait faire désespérer de l'homme, c'est de contempler les ravages inouïs que l'infatigable effort pangermaniste a faits et fait de plus en plus dans la jeunesse allemande. Quo tenter devant ces groupements énormes, ces fédérations unissant des adhérents par centaines de mille et dont l'action s'exerce jusqu'au bout du monde? Que faire pour lutter contre cette intoxication systématique, contre cette atmosphère factice où l'on plonge les jeunes hommes? Comment leur dire et qu'ils l'entendent:

—Tout est faux dans ce qu'on vous raconte de nous: journaux, revues, agences d'informations, livres, brochures, pamphlets, affiches, étiquettes, films, conférences, expositions, cours, fêtes, sont autant de moyens que certains des vôtres emploient pour vous duper.

Vous haïr?—Mais nous ne haïssons personne, parce que nous ne savons, ni ne pouvons. Nous n'avons rien de ce qu'il faut pour cela: ni la volonté, ni la dureté, ni la mémoire, ni l'acharnement nécessaires. Nous sommes tout uniment des êtres paisibles sur qui la rafale, votre rafale, est passée alors qu'ils s'y attendaient le moins; nous sommes des gens que l'orage a blessés, dont il a saccagé le jardin et qui ne forment qu'un vœu: panser leurs plaies, replanter leurs arbres et mettre de l'ordre dans leur maison.

Vous avez pris l'engagement de nous y aider et de nous indemniser du désastre dont vous êtes responsables.—Faites-le. Le monde et vous-mêmes y gagnerez...
Le mal est déjà si profond dans le Reich qu'on ne puisse même plus nous entendre?

Je ne le pense pas. Je veux espérer qu'il se trouve encore en Allemagne assez d'hommes imbues des idées nouvelles, assez indépendants pour soutenir le combat contre les malfaiteurs à qui la guerre n'a rien appris. Je ne m'illusionne ni sur la grandeur, ni sur la longueur de l'effort qu'ils devront fournir pour triompher des semeurs de haine dont j'ai dit la pensée et décrit les moyens. Mais je veux qu'ils sachent que le salut des peuples dépend d'eux et que notre mot d'ordre, en France, est que la paix soit sur la terre aux hommes de bonne volonté.—André Fribourg.

LA BAISSSE DU TAUX DE L'INTERET

Nous sommes redevables au Bulletin de l'Union des Banques Suisses pour l'article suivant:
Dans les discussions relatives aux questions économiques, le problème du taux de l'intérêt a toujours figuré au premier plan. Mais tandis que l'on n'attache pas une grande attention aux taux élevés qui sont appliqués lorsque la situation est prospère et que les gains sont suffisants, l'on suit de très près les fluctuations de ces taux dès qu'il y a période de prospérité succédée un temps de crise. D'une manière générale, l'on considère des taux élevés comme exagérés et injustes, et l'opinion prévaut parfois que ceux qui font les avances de fonds auraient le pouvoir de modifier ces

taux à leur gré. Or, c'est méconnaître absolument le véritable état de choses et ignorer la force des facteurs économiques auxquels sont subordonnées les fluctuations sur le marché de l'argent.

Dans la règle, le niveau du taux de l'intérêt dépend de la marche des affaires. Le marasme dans le commerce et l'industrie et la chute des prix ont pour effet de rendre disponibles des capitaux considérables, qu'il faut naturellement placer ailleurs, fût-ce à des taux réduits; c'est précisément le cas dans la crise économique actuelle, où d'importants capitaux sont en quête de emploi, aussi bien sur le marché de l'argent à court terme que sur celui des capitaux à long terme.

Normalement, les fluctuations du taux de l'intérêt qui est appliqué à l'argent à court terme correspondent plus ou moins à celles que l'on enregistre sur le marché des capitaux à long terme; ce fut le cas jusqu'en 1919, mais qu'il ressort du tableau que nous donnons plus loin; mais plus la crise se développait, et plus le contraste devenait frappant. Au mois d'avril 1921, le taux de l'escompte officiel était à 4 1/2 %, et il descendait à 4 % au mois d'août suivant, tandis que le taux de l'escompte hors banque oscillait entre 4 1/2 % et 3 1/2 %; or, pendant ce temps, Confédération, cantons et communes empruntaient à raison de 5 1/2 %, 6 %, le taux de 7 % ayant même été offert par l'industrie. Etant donné l'incertitude générale, les capitaux ne consentaient à s'immobiliser pour une période de quelque durée que moyennant un rendement suffisant; l'on voulait être à même de profiter d'élévations toujours possibles du taux de l'intérêt, telles qu'il s'en est produit après la guerre à des intervalles parfois assez courts. Les conjonctures favorables qui suivirent l'armistice avaient déjà pris fin depuis un temps assez long que la réserve dominait encore sur le marché des capitaux; toute corporation publique ou entreprise industrielle qui désirait contracter un emprunt devait par conséquent se résoudre à des taux d'intérêt élevés.

Mais à mesure que la liquidité sur le marché de l'argent gagnait celui des capitaux à long terme, la situation redevenait plus normale; à ce point de vue, le fait le plus saillant est sans contredit le succès du récent emprunt 4 % de la Confédération, au cours d'émission de 97 1/2 %.

Aujourd'hui, le taux de l'escompte officiel comporte 3 %; seule l'Angleterre a atteint un niveau aussi bas. Pour les acceptations de banques de premier ordre, le taux hors banque oscille autour de 1 1/2 %. C'est dire que la Suisse dispose en ce moment d'argent à bon marché et que le commerce et l'industrie peuvent se procurer à des conditions favorables les fonds à court terme dont ils ont besoin.

Si l'on se place au point de vue de la productivité des capitaux, l'abaissement du taux de l'intérêt—qui est un indice de marasme économique—ne joint pas d'une très grande faveur, cela va de soi; et pourtant il provoque, dans l'industrie surtout, une détente qui, attendu depuis longtemps, est la bienvenue, et dont tout le pays profite largement, en ce sens que cette détente donne une impulsion nouvelle à l'activité économique. La réduction des charges d'intérêt en faveur des Etats et des communes peut aussi contribuer à la diminution des impôts, dont beaucoup ont atteint maintenant des normes absolument insupportables; les conditions d'existence seront facilitées d'autant et les frais de production seront moins élevés. Les banques l'ont bien compris; d'ailleurs, elles sont plus que personne intéressées à ce que la vie économique rentre dans une voie normale, car elles sont les premières à se ressentir des répercussions de la crise. En abaissant dans la mesure du possible notamment les intérêts de leurs comptes débiteurs, les banques contribuent à la renaissance économique tout en agissant dans leur propre intérêt; c'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour porter un jugement équitable sur les taux en usage dans les établissements financiers, où ils ont du reste été passablement réduits depuis une année. La même observation pourrait être formulée à l'égard des intérêts hypothécaires, qui, précisément, viennent encore d'être diminués ces derniers temps.

Les fluctuations du taux de l'intérêt dépendent pour une bonne partie de la tenue des prix et de la marche des affaires. Or, il est à prévoir que, de ce côté, il ne se produira pas pour le moment de transformation appréciable sur le marché de l'argent, où les disponibilités continuent à être abondantes, et —où, jusqu'à présent, l'on n'a guère constaté les effets de la recrudescence de la demande qui se produit généralement en automne; sur le marché des capitaux à long terme, l'on noterait plutôt une faible tension. En Bourse, les derniers cours annoncés accusent un léger fléchissement des valeurs à revenu fixe.

Une araignée peut tisser un fil de deux milles et quart de longueur.

OPINIONS

LES BOLCHEVIKS ECARTÉS. COMMENT RECONSTRUIRE LA RUSSIE

M. Auguste Collignon commence une étude sur la reconstitution de la Russie par ce tableau navrant:

"Quelques années de bolchevisme, régime de destruction et de nivellement, ont mis l'immense Russie dans l'état effroyable où elle se trouve. Tout y a été désorganisé, détruit, anéanti; et l'un des pays les plus riches au point de vue agricole, pays qui exportait chaque année des quantités considérables de céréales, est maintenant en proie à une terrible famine et notamment dans ses provinces autruches les plus productives et les plus prospères. Des milliers d'hommes morts de faim ou assassinés, presque plus de moyens de transport, plus de réserves de semences, plus d'outillage, plus de cheptel, toute la vie agricole, industrielle, commerciale suspendue, parti des ruines, tel est le bilan des énergumènes bolchevistes qui, tout en prétendant faire figure d'apôtres n'étaient simplement que des bandits de grande envergure, de monstrueux bandits."

Ainsi écrit M. Collignon dans l'Economiste français, constatant ensuite qu'en dépit des secours envoyés de partout, par la charité du monde entier aucune amélioration appréciable et durable n'a pu être procurée à ce grand pays dans son désastre inouï et sa misère effroyable.

Alors, il se demande comment remédier de façon efficace à ce lamentable état de choses, comment y remettre de l'ordre et de l'organisation, comment y ramener la vie?

"Problème formidable, dit-il, car ce qui rend cette tâche exceptionnellement difficile, c'est, d'une part, l'immensité de la Russie, d'autre part, le manque presque absolu des moyens de transport, l'absence de toute organisation des pouvoirs publics pouvant coordonner et secondar les efforts, et, tout au contraire, l'insécurité complète des personnes et des biens, l'assassinat et le pillage pratiqués couramment et à la tête du pays un parti de bandits accaparant tout pour lui et les siens et supprimant tous ses adversaires et surtout ceux qui étaient les forces morales et intellectuelles du pays. Il en résulte qu'avec ce régime, qu'on peut qualifier de satanique, rien n'est possible, qu'on ne peut s'associer pour faire de l'ordre avec des éléments essentiels de désorganisation, de destruction et de ruine."

"Il faut donc, pour agir, attendre l'effondrement du bolchevisme, effondrement qui ne tardera plus, toutes ses ressources étant presque épuisées, et le pillage des monastères et des églises allant être terminé, ultime réserve à laquelle il n'avait pas osé toucher jusqu'à ces temps derniers dans la crainte de soulever l'indignation du peuple russe que, seule, le sentiment religieux et une excessive misère pourraient faire sortir de son apathie et de sa torpeur."

Des symptômes paraissent très caractéristiques à M. Auguste Collignon:

"La lutte commence à s'aggraver entre les chefs du bolchevisme et ses séides qui ne se groupaient autour de lui en majeure partie que pour manger, se vêtir et piller et qui, à peine nourris maintenant, ne trouvent plus rien à prendre, commencent à se disperser en grand nombre et retournent à la terre avec leurs armes et équipements."

"Revenus près de leurs frères de misère, bientôt, vraisemblablement, ils deviendront des agents très actifs de la contre-révolution qui va commencer. Il est probable qu'une effroyable période chaotique arrivera alors et durera jusqu'à ce que des hommes d'ordre, énergiques, répondant dans différentes régions aux aspirations de ceux nombreux qui veulent régir, surgissent et groupent toutes ces bonnes volontés pour le salut de leur patrie."

"Ce sont ces hommes qu'il faudra secourir, seconder, appuyer, ravitailler jusqu'à ce qu'un commencement d'ordre soit rétabli et que l'atmosphère soit un peu éclaircie et devenue respirable; et c'est alors, alors seulement, que la tâche formidable de la reconstruction de la Russie pourra être abordée utilement et poursuivie activement dans les régions libérées du bolchevisme et au fur et à mesure de cette libération."

Comment cette tâche énorme pourra-t-elle être entreprise? C'est ce que veut examiner dans cette étude M. Collignon, qui considère tout d'abord comme évident que, étant donné l'immensité de la Russie, il est absolument impossible d'agir partout à la fois, il faut donc limiter les efforts de réorganisation aux zones les plus accessibles et qui présentent le plus d'éléments de succès.

Il est évident, pour le collaborateur de l'Economiste français, que ce sont: le littoral de la Mer Noire, région d'Odessa, Crimée, Donets, Russie Méridionale, où sont les plus grandes richesses agricoles, minières et industrielles de la Russie (mines

et industries créées et mises en valeur presque toutes par les Français et les Belges); le littoral de la Mer Baltique, du golfe de Finlande, de Cronstadt vers Saint-Petersbourg, région très importante au point de vue politique et économique: la région frontalière de la Pologne en direction de Moscou, très importante également aux mêmes points de vue; la région frontalière de la Pologne et de la Roumanie en direction de Kiev, très riche au point de vue agricole et économique; les régions pétrolières de la Caspienne, puis celles du Caucase et du Terek; et enfin, la partie extrême-orientale de la Sibirie, région de Vladivostok.

"Ces zones les plus importantes et les plus accessibles, réorganisées, serviront de base pour une action vers l'intérieur, action qui pourra s'y étendre ensuite à la façon de la tache d'huile. Voilà, croyons-nous la seule façon raisonnable et prudente de procéder pour avoir toutes chances de mener à bonne fin, graduellement et avec le temps, cette œuvre colossale de la réorganisation de la Russie."

Un régime très particulier sera indispensable pour permettre cette œuvre de réorganisation. M. Collignon—qui estime que ce ne sera pas tout de rendre leurs biens (sous réserve des indemnités qui pourront leur être dues) aux anciens propriétaires ou sociétés qui ont été dépossédés et qu'il conviendra de leur assurer les conditions absolument nécessaires pour pouvoir les remettre en exploitation envisagée comme absolument indispensables les conditions que voici:

1o La sécurité absolue des personnes et des biens et, pour l'assurer dans les zones de réorganisation entreprises, la création d'une police internationale en accord et en pleine collaboration avec tous les Russes d'ordre;

2o L'administration et la direction en toute liberté des exploitations et des établissements;

3o Le droit de disposer librement et sans taxes prohibitives des produits;

4o La possibilité, avec des moyens de transport suffisants et des tarifs de transport convenables, de vendre et d'exporter librement (après avoir, toutefois, fait face tout d'abord dans des conditions équitables aux besoins du pays) et de ravitailler en matières premières, en vivres et approvisionnement des exploitations et établissements;

5o Un système d'impôts et de tarifs douaniers dignes d'un pays civilisé et qui ne soient pas une entrave au développement des exploitations agricoles et minières et à celui de l'industrie et du commerce et à leur prospérité;

6o L'institution, quand elle sera possible, d'un organisme financier créant une monnaie d'échange au lieu du simple troc des pays sauvages et primitifs, rendant les affaires et les transactions possibles, et, en attendant la création de cette institution, la liberté de faire circuler en Russie les monnaies étrangères aux taux de leurs changes respectifs;

7o L'établissement pendant la période transitoire, et jusqu'à ce qu'un gouvernement régulier fonctionne normalement, d'une juridiction spéciale pour qu'en cas de contestation justice soit rendue à tous équitablement et sans partialité.

Ayant ainsi envisagé ces conditions qu'il dit primordiales et essentielles pour permettre le retour à la vie économique de la Russie, M. Auguste Collignon aborde la question des moyens et des mesures à prendre pour atteindre ce but; il étudie quelle méthode il convient d'employer pour coordonner tous les efforts, leur attribuer leur tâche respective, et pour éviter autant que possible les fausses manœuvres, et aussi les compétitions, les concurrences et les conflits.

"La tâche à exécuter étant immense—écrit M. Collignon—et de longue durée, les concours de tous les pays qui voudraient bien s'employer seraient les bienvenus, mais il serait juste et rationnel d'attribuer comme zone d'action à chacun de ces pays les régions où leurs nationaux avaient des intérêts prépondérants."

"Pour commencer, par exemple, aux Anglais pourrait être attribuée, comme partie à réorganiser, la zone du littoral en direction de Cronstadt et de Saint-Petersbourg; aux Français et aux Belges, le Donets et une partie de la Russie méridionale; aux Allemands, aux Polonais, aux Roumains les régions frontalières vers Moscou et vers Kiev (et aux Polonais plus spécialement la réorganisation des sucreries, qu'ils ont créés en grande partie); aux Japonais la Sibirie extrême-orientale; les régions pétrolières de la Caspienne aux nationaux des pays y ayant des intérêts importants et prépondérants, les régions du Caucase (Bakou), et du Terek (Grosny) également, et notamment aux Belges et aux Français qui y avaient des installations importantes. Quant aux Américains, leur concours serait nécessaire et indispensable partout, et surtout pour aider à la réorganisation des chemins de fer, des concessions de longue durée, de 90 années par exemple, avec stipulation d'une première rétribution du capital engagé dans

la réorganisation jusqu'à 8 ou 9 %, et une part d'un tiers dans le surplus des bénéfices; les deux autres tiers devant servir à indemniser et à rembourser les anciens capitaux (à des obligations pour la très grande partie) ayant servi à l'établissement de ces chemins de fer, dévastés maintenant.

"Enfin, le meilleur moyen, le plus pratique et le plus puissant pour coordonner tous les efforts et éviter les compétitions, les luttes économicques et les conflits, consisterait à grouper toutes les firmes productives, dans de grands Comptoirs internationaux de vente pour les produits de la grande industrie et des mines, Comptoirs à la tête desquels seraient placés les meilleurs techniciens de chaque pays, sous le contrôle des délégués de leurs gouvernements respectifs et qui, fonctionnant comme le Comptoir international de rails qui existait avant la guerre et qui a donné d'excellents résultats et comme certains Comptoirs nationaux... répartiraient les commandes proportionnellement à la capacité normale de production de chaque pays et fixeraient les conditions de vente."

"Ces grands Comptoirs internationaux de production et de vente, qui constitueraient des forces de réorganisation de tout premier ordre, jouiraient d'un très grand crédit et, appuyés par les puissances financières, ils pourraient s'attaquer, avec les plus grandes chances de succès, à cette tâche formidable de la reconstitution de la Russie; car il faudra cette union de toutes les forces productives, groupées vraisemblablement dans ces grands Comptoirs internationaux et appuyées par les puissances financières de tous les pays, pour oser l'entreprendre et pour pouvoir le mener à bonne fin, et ce pour le plus grand bien et la plus grande prospérité de tous."

Notons ici l'observation que tient à faire la rédaction de l'"Economiste français", qui ne conçoit la constitution et le fonctionnement des groupements industriels recommandés par M. Auguste Collignon, qu'avec un régime douanier très libéral entre les différents pays européens. "Les groupements de cet ordre—dit la remarque de l'"Economiste"—ont en effet, malgré les excellentes intentions de certains de leurs fondateurs, une tendance fatale au monopole, d'où le correctif nécessaire de la concurrence la plus étendue."

L'AMERIQUE HUMIDE

La prohibition du vin Et de l'alcool en Amérique Tente de s'exercer en vain. Elle est purement théorique. C'est ainsi qu'à Tia-Juana, Sur la frontière du Mexique, Moyennant finances, on a Ce qu'il faut pour qu'on s'intoxique... L'Américain aime le bar A présent autant que naguère; Témoin ce fait raconté par Un New-Yorkais pendant la guerre...

—Certain blessé, fort mal en point, D'une lente voix qui hésite, Dit: "Le pasteur ne peut-il point Bientôt me faire une visite?..." Et notre pasteur d'accourir. Le soldat, dressé sur sa couche: "Bon vailland, avant de mourir, Je voudrais que de votre bouche S'échappent les mots abondants Capables de calmer mes fièvres. Ne marmonnez pas dans vos dents; Ne priez pas du bout des lèvres..." Le digne homme, exprimant le suc De l'Evangile et de la Bible, Cite saint Jean, saint Mark, saint Luc...

Le jeune Américain, sensible A ses discours, répète: "Encore!... Plus près prodigieux vos paroles! Allez toujours!... Vous parlez d'or. Continuez les paraboles..." "Pour vos vertus, mon cher enfant, Souffrez que je vous félicite. Du mal vous serez triomphant Et vous guérez au plus vite!" "Oh! ne me félicitez pas, Car j'en aurais l'âme confuse, Proteste le soldat tout bas: Je vous ai fait venir par ruse. Depuis des mois, voici ce qui Me navre: grâce aux morticoles, J'ai perdu l'odeur du whisky, Et j'aime sentir vos paroles..." Hugues Delorme.

UN FILM AMERICAIN

Frappé d'interdit à la Requête de Cleo de Mérode Paris.—Les tribunaux français ont ordonné que le film américain "Peacock Alley" soit rayé du programme d'un théâtre de cinématographe des boulevards qui l'aurait en spectacle et le film a été mis sous séquestre. Cette décision a été prise à la requête de Cleo de Mérode qui, il y a vingt ans, avait acquis une célébrité mondiale comme danseuse. Elle avait intenté un procès dans le but d'empêcher l'exhibition du film pour la raison qu'il dépeignait sa vie et ses aventures.

Un inventeur de San Francisco a inventé un imperméable en caoutchouc qui peut être soufflé pour faire un excellent matelas pour dormir.